

2. LES AVANTAGES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX DE L'ÉDUCATION

Quel est l'impact du niveau de formation sur l'économie ?

- Plus de 50 % de la croissance du PIB enregistrée dans les pays de l'OCDE ces dix dernières années s'explique par la croissance des revenus du travail des diplômés de l'enseignement supérieur.
- En moyenne, les employeurs payent près de deux fois plus pour un travailleur âgé de 45 à 54 ans diplômé de l'enseignement supérieur que pour un travailleur dont le niveau de formation est inférieur au deuxième cycle de l'enseignement secondaire.
- C'est en Australie, en Autriche, aux États-Unis, en Irlande, au Luxembourg, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni que les salaires sont les plus attractifs pour les diplômés de l'enseignement supérieur : leur pouvoir d'achat dépasse 40 000 USD, en moyenne, par an.

Description

Les compétences de la main-d'œuvre et le prix à payer pour les exploiter déterminent l'évolution des pays sur la scène mondiale. Les secteurs des services et les systèmes de production devenant de plus en plus complexes, ils requièrent des travailleurs plus qualifiés. Avec l'intensification de la mobilité des travailleurs dans le monde, il est plus important de trouver un juste équilibre entre l'amélioration de l'équité dans la société et l'offre d'incitations financières persuasives pour attirer et fidéliser les travailleurs qualifiés.

L'élévation du niveau de formation de la population, l'amélioration des perspectives d'emploi et l'accroissement des revenus résultant de l'augmentation du nombre d'années d'études peuvent contribuer à la croissance et à la prospérité des pays de l'OCDE. Dans ce contexte, l'évolution de la contribution des revenus du travail à la croissance du PIB selon les niveaux de formation est un indicateur simple qui illustre le passage aux segments supérieurs de compétence et l'impact que cela peut avoir sur la croissance économique.

Résultats

En moyenne, la moitié environ de la croissance du PIB s'explique par la croissance des revenus du travail des diplômés de l'enseignement supérieur. En France, en Norvège, au Royaume-Uni et en Suisse, les diplômés de l'enseignement supérieur contribuent à hauteur de 60 % au moins à la croissance du PIB. Au Danemark et en Irlande, la croissance des revenus du travail des diplômés de l'enseignement supérieur est supérieure à la croissance du PIB, essentiellement à cause de l'évolution de la demande vers les segments supérieurs de compétence et de l'impact de la crise économique mondiale sur l'activité économique dans ces pays.

Le coût annuel de la main-d'œuvre augmente fortement avec l'élévation du niveau de formation. Le coût annuel de la main-d'œuvre (hommes et femmes confondus) dans les pays de l'OCDE s'établit, en moyenne, à 38 000 USD chez les individus dont le niveau de formation est inférieur au deuxième cycle de l'enseignement secondaire, à 46 000 USD chez les diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire et à 68 000 USD chez les diplômés de l'enseignement supérieur. En Autriche, au Danemark, aux États-Unis, en Irlande, en Italie, au Luxembourg, en Norvège et aux Pays-Bas, les employeurs paient au moins 20 000 USD de plus par an par travailleur diplômé de l'enseignement supérieur par rapport à la moyenne de l'OCDE.

C'est en Australie, en Autriche, aux États-Unis, en Irlande, au Luxembourg, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni que les salaires sont les plus attractifs pour les diplômés de l'enseignement supérieur : leur pouvoir d'achat y est, en moyenne, supérieur à 40 000 USD par an. On observe des différences substantielles dans la fiscalité du travail en vigueur dans les pays de l'OCDE. Après contrôle des prélèvements obligatoires non fiscaux, des cotisations sociales patronales et de l'impôt sur le revenu, dans les pays de l'OCDE, les individus âgés de 45 à 54 ans peuvent s'attendre à percevoir, en moyenne, 62 % du coût total de leur travail lorsque leur niveau de formation est inférieur au deuxième cycle de l'enseignement secondaire, contre 56 % de ce coût lorsqu'ils sont diplômés de l'enseignement supérieur. Les diplômés de l'enseignement supérieur peuvent s'attendre à percevoir un pourcentage égal ou supérieur à 70 % du coût total de leur travail en Corée, en Israël et en Nouvelle-Zélande, mais inférieur à 50 % en Allemagne, en Autriche, en Belgique, en France, en Hongrie, en Italie, aux Pays-Bas et en Suède.

Tendances

Même durant la crise économique récente, la croissance des revenus du travail des diplômés de l'enseignement supérieur a eu un impact positif sur le PIB, de l'ordre de plus de 0.5 point de pourcentage par an (entre 2008 et 2010). En 2009, le PIB a diminué de près de 4 % dans les pays de l'OCDE, mais la croissance des revenus du travail des diplômés de l'enseignement supérieur a continué de contribuer au PIB à hauteur de 0.4 %.

Définitions

Les données sur le PIB et les revenus du travail utilisées comme base de calcul dans cet indicateur ont été extraites en septembre 2011 de la *Base de données de l'OCDE sur les comptes nationaux*. Les données concernant les revenus des actifs sont combinées aux données sur les cotisations sociales patronales et les prélèvements obligatoires non fiscaux, qui proviennent de la *Base de données de l'OCDE relative aux impôts sur les salaires*.

Informations sur les données concernant Israël :
<http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

Pour en savoir plus

Des informations et des notes complémentaires, ainsi qu'une explication détaillée des sources et des méthodes, sont disponibles dans l'édition 2012 de *Regards sur l'éducation* (indicateur A10).

Parmi les domaines couverts figurent :

- La relation entre la croissance du PIB et la croissance des revenus du travail.

Autres publications de l'OCDE

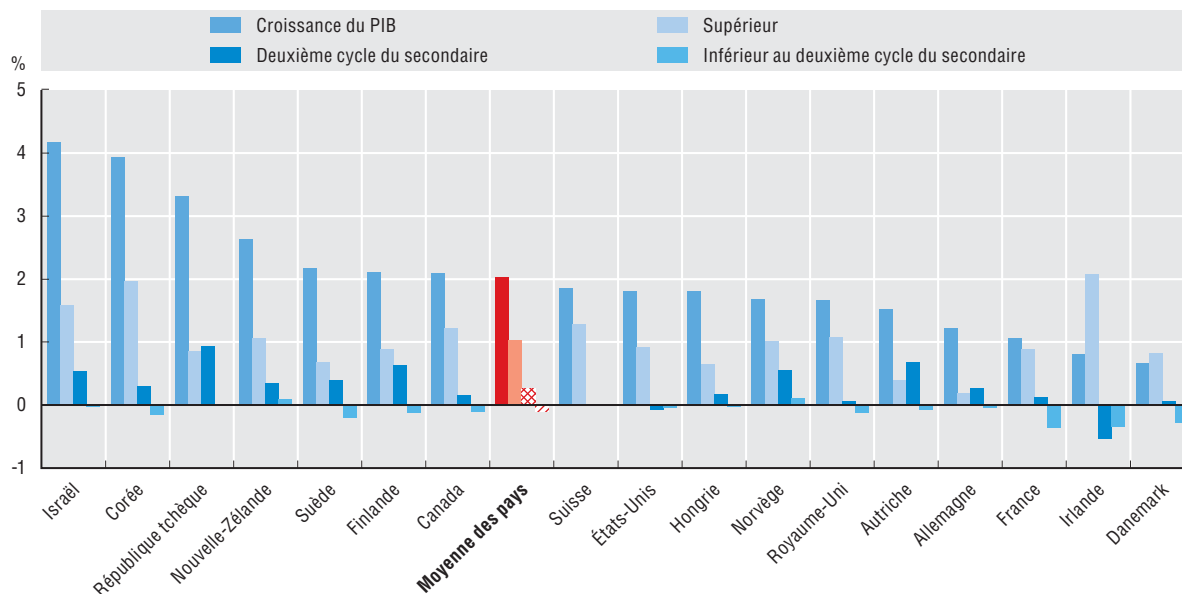
Les impôts sur les salaires (2011).

2. LES AVANTAGES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX DE L'ÉDUCATION

Quel est l'impact du niveau de formation sur l'économie ?

Graphique 2.11. **Croissance moyenne du PIB au cours d'une année et croissance des revenus du travail selon le niveau de formation entre 2000 et 2010**

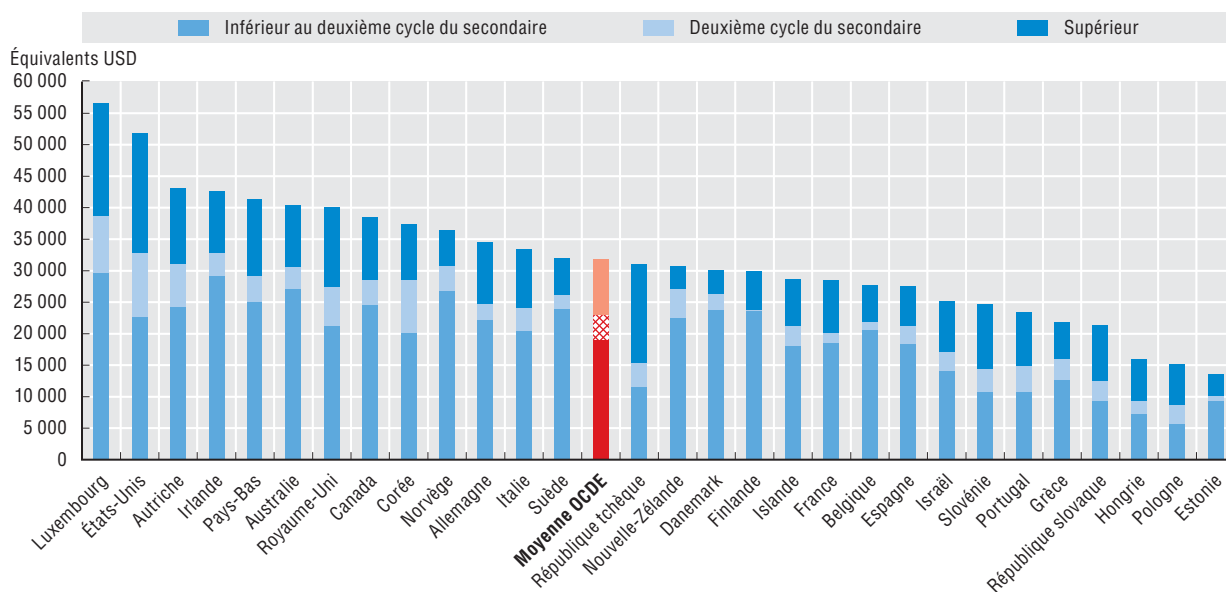
Ce graphique montre le lien existant entre la croissance du PIB et la croissance des revenus du travail entre 2000 et 2010. Dans de nombreux pays, plus de la moitié de la croissance du PIB enregistrée s'explique par la croissance des revenus du travail des diplômés de l'enseignement supérieur.



Source : OCDE (2012), *Regards sur l'éducation 2012*, tableau A10.1, voir : <http://dx.doi.org/10.1787/888932682112>.

Graphique 2.12. **Revenus moyens du travail selon le niveau de formation (2009 ou dernière année disponible)**

Ce graphique compare les revenus moyens du travail selon le niveau de formation dans différents pays, en équivalents USD sur la base des parités de pouvoir d'achat (PPA).



Source : OCDE (2012), *Regards sur l'éducation 2012*, tableau A10.2, voir : <http://dx.doi.org/10.1787/888932682131>.





3. LE FINANCEMENT DE L'ÉDUCATION

Quel est le montant des dépenses par élève/étudiant ?

Les dépenses par élève/étudiant ont-elles augmenté ?

Quelle part de leur richesse nationale les pays consacrent-ils à l'éducation ?

Quelle part des dépenses publiques est consacrée à l'éducation ?

Quel est le rôle des dépenses privées ?

Quel est le montant des frais de scolarité dans l'enseignement supérieur ?

À quoi les fonds destinés à l'éducation sont-ils utilisés ?

Quel est le coût salarial des enseignants ?



Extrait de :
Education at a Glance 2012
Highlights

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eag_highlights-2012-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2012), « Quel est l'impact du niveau de formation sur l'économie ? », dans *Education at a Glance 2012 : Highlights*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eag_highlights-2012-15-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.